

Draft #2.B | not finalised! | 11.06.21, 17h03  
Survey: <http://csch.link/rufc21-demsurv-fr>



# PLACE FINANCIERE SUISSE : D'ENNEMI DU CLIMAT A PIONNIER?

Les activités contrôlées par la place financière suisse sont à l'origine de 20 fois les émissions nationales de gaz à effet de serre, soit plus de 2 % des émissions mondiales<sup>1</sup>. Le monde politique a encore peur de toucher à ce levier majeur de la politique climatique suisse. Nous n'avons donc pas d'autre choix que de prendre les choses en main.

## Nos revendications adressées

### à toutes les banques, fonds de pension et assurances :

A1 - **Transparence** : Divulgation immédiate de tous les flux financiers et de leur impact sur les limites planétaires et leurs capacité de charge.<sup>2</sup>

A2 - **Pas de nouveaux investissements générateurs d'émissions**<sup>3</sup>. Les nouveaux investissements doivent dorénavant respecter la justice climatique.<sup>4</sup>

A3 - **Net 0 d'ici 2030** : Réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des flux financiers et des investissements du passé à un niveau net zéro d'ici 2030 (sans recours aux technologies de compensation).<sup>5</sup>

### à la Banque nationale suisse (BNS), à l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) et aux autorités fédérales et cantonales : <sup>6</sup>

B1 - Respect par la BNS des **revendications adressées à toutes les banques, donnant ainsi l'exemple.**

B2 - La BNS et la FINMA réglementent les banques de manière à ce que les banques **soient poussées à favoriser les investissements respectueux de la justice climatique.**<sup>7</sup>

B3 - **Distribution** par la BNS d'une **bien plus grande partie de ses énormes capitaux et bénéfiques** - notre fortune commune - **pour le bien public.**<sup>8</sup>

B4 - Les **assemblées citoyennes fédérales et cantonales**, guidées par les principes de la justice climatique, vont **décider de l'utilisation des bénéfiques** de la Banque nationale.<sup>9</sup>

### aux employé.e.s et cadres des banques

C1 - **Lanceur.e.s d'alerte** : Informer le public sur les financements anti-climat tant que la banque ne le fait pas elle-même.

C2 - **Réflexion personnelle** : puis-je vraiment assumer la responsabilité de participer à la destruction de vies et de moyens de subsistance par mon employeur ?

C3 - **S'organiser** en **syndicats** ou en **collectifs locaux** pour qu'un changement de pouvoir s'opère au sein de la banque.

C4 - Verser ses **propres bonus ou excédents salariaux sur un compte commun**, dont l'utilisation est décidée par une assemblée citoyenne sur le climat conformément aux principes de justice climatique.<sup>10</sup>

Draft #2.B | not finalised! | 11.06.21, 5h57  
Survey: <http://csch.link/rufc21-demsurv-fr>



### Notes de bas de page:

<sup>1</sup> Source: Alliance Climatique Suisse, accès: 2.6.2021, <https://www.klima-allianz.ch/wp-content/uploads/Klimahebel-Finanzplatz-Hochrechnung-1.pdf>

<sup>2</sup> Nous voulons savoir combien d'argent circule dans quels secteurs, industries, pays et quel est l'impact de ces investissements sur les limites de la capacité de charge planétaire (par exemple, les émissions de gaz à effet de serre, la biodiversité, l'utilisation des sols, etc. Voir [https://fr.wikipedia.org/wiki/Limites\\_plan%C3%A9taires](https://fr.wikipedia.org/wiki/Limites_plan%C3%A9taires)).

<sup>3</sup> Respect des récentes conclusions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui stipulent le NON au financement de nouveaux projets de combustibles fossiles à partir de 2021, pour avoir une chance de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,50 C. en 2050.

<sup>4</sup> La justice climatique exige de répondre au défi climatique qui tient compte de ses conséquences pour les personnes les plus touchées, notamment dans le Sud de la planète, les générations futures, et un effort particulier de la part des responsables de cette crise.

<sup>5</sup> Cela s'applique aux financements, investissements et services d'assurance nationaux et étrangers conduisant directement ou indirectement à des émissions de gaz à effet de serre. Mise en place d'une trajectoire de réduction avec des mesures claires d'ici à la fin de 2021. Réinvestissement dans un sens favorable au climat, par exemple dans les énergies vertes. Voir Page 10-14: [https://admin.climate-prod.ch/uploads/DE\\_Argumentarium\\_f20380a09b.pdf](https://admin.climate-prod.ch/uploads/DE_Argumentarium_f20380a09b.pdf)

<sup>6</sup> Les autorités fédérales doivent si nécessaire obliger la BNS et la FINMA, (l'autorité fédérale de régulation financière) à respecter les Accords de Paris et son mandat "de servir les intérêts du pays dans son ensemble". Les autorités cantonales doivent intervenir en tant qu'actionnaires principaux de la BNS.

<sup>7</sup> La réglementation financière de la BNS et de la FINMA doit dissuader les banques privées d'investir dans les combustibles fossiles, et encourager les investissements à faible rendement et à long terme favorables au climat.

<sup>8</sup> Les énormes avoirs (1000 milliards de CHF) de la BNS - notre fortune commune - doivent être utilisés pour le bien public par : a) des politiques d'investissement positives pour le climat ; b) des distributions fortement élargies à la Confédération et aux cantons des excédents annuels de bénéfices, afin de financer l'urgente transition sociale et énergétique, et assumer notre responsabilité pour le chaos climatique que nos pays riches ont provoqué dans le Sud. Cette source n'impliquerait ni impôt supplémentaire ni endettement pour nos collectivités. Aujourd'hui, seuls 6 des 40 milliards sont distribués, alors que légalement les deux tiers devraient être distribués.; c) le financement, et si cela devient nécessaire, par la création de crédits spécifiques.

<sup>9</sup> Un premier pas vers la nécessaire démocratisation de la finance doit être fait : Nous proposons l'organisation d'Assemblées Citoyennes dans chaque canton, avec des délégués volontaires tirés au sort, afin de proposer un budget de transition économique et sociale, financé notamment par les milliards de francs de bénéfices supplémentaires de la BNS.

<sup>10</sup> Les employé.e.s de banque intéressés trouveront les détails du compte sur la page suivante: [riseupforchange.ch/jointaccount](http://riseupforchange.ch/jointaccount). Bien entendu, les personnes qui donnent peuvent également participer à l'assemblée climatique qui négocie son utilisation.